



Conseil économique et social

Distr. générale
14 avril 2014
Français
Original : anglais

Session de 2014

Point 13 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région arabe, 2013-2014**

Résumé

On estime que le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) dans la région arabe a été en moyenne de 3,0 % en 2013, contre 7,7 % en 2012. Toutefois, ces variations, observées de 2011 à 2013, tiennent au résultats économiques fluctuants de l'économie libyenne; calculé sans tenir compte de ces résultats, le taux de croissance moyen du PIB régional s'est élevé à 4,1 % en 2012 et 3,2 % en 2013. Dans l'ensemble, les économies arabes ralentissent, les prix de l'énergie et les recettes d'exportation connexes ayant continué de fléchir depuis leur pic de 2012. La sous-région des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) demeure le pôle de croissance de la région et la polarisation économique entre eux et les autres pays de la région arabe a persisté. L'instabilité politique, les troubles sociaux, les conflits armés et l'incertitude ambiante ont continué de freiner l'activité économique. Seuls quelques rares signes d'amélioration ont été observés. Les doutes concernant la reprise de l'économie mondiale se sont en partie dissipés grâce à ses progrès dans les pays développés, mais les exportations non pétrolières n'ont repris que lentement. Dans la région, la capitalisation boursière a connu une croissance positive. En outre, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen ont réussi à empêcher le tarissement de leurs réserves de devises, évitant ainsi une crise dans leur balance des

* E/2014/1/Rev.1, annexe II.

** Après que la Libye, le Maroc et la Tunisie sont devenus membres de la Commission en juillet 2012, il a été décidé d'étendre le champ géographique de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à tous les pays de la région arabe. Les groupements sous-régionaux suivants sont utilisés dans le présent document, en tenant compte à la fois des revenus par habitant, de la proximité géographique et des similitudes dans les conditions et traits distinctifs économiques et sociaux : pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar); pays du Machreq (Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, République arabe syrienne et État de Palestine); pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie); et pays arabes les moins avancés (Comores, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen).



paiements. Toutefois, les pays arabes en transition sociopolitique restent en proie à de lourds déficits financiers. Le mécanisme de marché qui a créé un lien économique important grâce auquel ces pays ont bénéficié des retombées économiques de la croissance des pays du CCG durant la dernière décennie ne s'est pas relevé. Par contre, en 2013, les pays du Machreq arabe, du Maghreb arabe et les pays arabes les moins avancés ont eu plus que jamais besoin d'aides financières extérieures bilatérales ou multilatérales pour atténuer les pénuries de devises et les pressions inflationnistes et jeter les bases d'une nouvelle politique viable de développement économique et social. Le chômage élevé est resté une question pressante dans la région arabe, même pour les pays du CCG, qui doivent offrir des débouchés à leurs nationaux. La création d'emplois est restée l'objectif politique le plus important de la région. En 2014, on prévoit une forte croissance du secteur non pétrolier dans les pays du CCG mais un léger déclin des recettes d'exportation énergétique des grands pays exportateurs d'énergie. De plus, on prévoit que la stagnation des pays importateurs nets d'énergie persistera, les facteurs de risque non économique n'ayant guère changé. Les économies arabes devraient croître en moyenne de 3,5% en 2014.

I. Conjoncture mondiale

1. En dépit des prévisions pessimistes du début de l'année qui mettaient en garde contre une éventuelle récession à double creux, l'économie mondiale a montré qu'elle était sur la voie d'un redressement stable en 2013. Dans les pays développés, la reprise économique a été robuste. Aux États-Unis d'Amérique, l'expansion économique est restée soutenue malgré les restrictions budgétaires imposées au Gouvernement fédéral¹. Le secteur financier actif, qui se relevait de la crise financière mondiale de 2008, a été le moteur de la croissance du secteur privé et a amorti l'impact des restrictions budgétaires en cours. Dans les pays européens, la reprise gagnait du terrain. L'évaluation de la Commission européenne a montré que les déséquilibres macroéconomiques considérés comme le principal facteur de risques pour les économies des États membre de l'Union européenne s'estompaient peu à peu². La situation dangereuse créée par l'endettement public des pays d'Europe du Sud menacés, l'an dernier, d'une crise financière systémique, a perdu de sa gravité après que la crise de l'insolvabilité financière de Chypre a été réglée sans répercussions internationales. Au Japon, la politique d'assouplissement quantitatif de la politique monétaire a encouragé la demande intérieure et contribué ainsi à rétablir la confiance dans l'économie, considérablement érodée après le séisme de Tohoku en 2011. La forte dévaluation du yen a rendu les prix plus compétitifs et permis aux entreprises d'accroître leurs bénéfices. Dans les pays développés, la confiance accrue dans l'économie a favorisé l'expansion de l'économie mondiale en 2013. Cette tendance devrait se confirmer en 2014.

2. L'expansion économique des pays en développement a ralenti en 2013. Si les cours internationaux hésitants des produits de base ont continué d'alimenter la croissance des pays qui en exportent, cette expansion économique a été limitée par la stabilisation des prix de différents produits. Les grandes économies en développement comme celles de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde ont continué de croître, mais des signes de vulnérabilité apparus en 2013 donnent à penser qu'il leur sera difficile de soutenir un niveau de croissance plus élevé. La montée des pressions inflationnistes a contraint le Brésil et l'Inde à adopter des politiques monétaires plus restrictives. En Chine, les salaires ayant continué d'augmenter, les exportations, naguère bénéficiaires de coûts salariaux moins élevés, ont commencé à perdre de leur compétitivité. En annonçant en mai 2013 son intention de renoncer peu à peu à sa politique monétaire hétérodoxe, l'autorité monétaire des États-Unis, la Réserve fédérale, a ébranlé les positions extérieures des pays en développement. Les monnaies des grands pays en développement se sont dépréciées depuis lors. La valeur de la monnaie chinoise, le renminbi yuan, a même fléchi au premier trimestre de 2014. La dévaluation des monnaies qui, en entraînant une flambée des prix à

¹ Ministère du commerce des États-Unis, Bureau of Economic Analysis « National Income and Product Accounts Gross Domestic Product, 4th quarter and annual 2013 (third estimate); Corporate profits, 4th quarter and annual 2013 » 27 mars 2014; peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.bea.gov/newsreleases/national/gdp/2014/gdp4q13_3rd.htm.

² Commission européenne, « Résultat des bilans approfondis au titre de la règle (UE) n° 1176/2011 sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques », 5 mars 2014, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et à l'Eurogroupe (COM (2014) 150 final); peut être consulté à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/documents/2014-03-05_in-depth_reviews_communication_fr.pdf.

l'importation a été l'une des causes principales des pressions inflationnistes, pourrait inciter plus de pays en développement à prendre des mesures plus strictes pour limiter la demande. La situation est préoccupante et devrait le rester pour une bonne partie de 2014. S'il est certes indispensable que les pays en développement adoptent un train de mesures de croissance pour réaliser leurs objectifs de développement, ce type de politique risque de s'avérer trop coûteux pour ceux dont les positions extérieures auront été affaiblies par des dévaluations.

3. Si la croissance actuelle de l'économie mondiale demeure fondamentalement précaire, c'est parce que trop peu d'emplois ont été créés durant la reprise. Aux États-Unis et dans les États membres de l'Union européenne, les taux de chômage restent supérieurs à ce qu'ils étaient avant la crise de 2008. Dans l'ensemble, on a constaté qu'avec la reprise le déficit mondial d'emplois créé par la crise financière internationale de 2008 ne s'est pas réduit et s'est même légèrement aggravé³. Le peu de débouchés qui s'offrent aux pays tant développés qu'en développement devrait affecter ceux-ci davantage dans la mesure où la stagnation du marché de l'emploi dans les États développés décourage l'émigration des demandeurs d'emploi. Après avoir mis en œuvre une série de mesures de relance destinées à remédier aux effets de la crise financière internationale, les pays développés comme en développement hésitent à prendre des mesures budgétaires expansionnistes, ce qui ne peut que limiter la reprise de l'emploi dans le monde. En somme, les principaux problèmes pour l'économie mondiale sont : a) les effets négatifs que le changement de politique monétaire de la Réserve fédérale des États-Unis pourront avoir sur les marchés internationaux de capitaux ainsi que sur les réserves de devises et la valeur des monnaies des pays en développement; b) la question de savoir si une politique budgétaire peut être expansionniste dans les pays tant développés qu'en développement; et c) la recherche novatrice de création d'emplois pour empêcher l'aggravation du chômage mondial.

4. Dans cette conjoncture mondiale, la région arabe a connu en 2013 une croissance économique moins rapide qu'en 2012 en raison surtout de la croissance modérée des recettes pétrolières pour les grands pays exportateurs de pétrole, représentés par les États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Ces pays sont sur la voie d'un relèvement stable et leurs bons résultats économiques continuent d'offrir un contraste frappant avec ceux des autres pays arabes. En effet, seuls quelques rares États arabes du Machreq et du Maghreb ou de la catégorie des pays les moins avancés ont connu une reprise, même modeste. Dans la plupart des pays appartenant à ces groupes sous-régionaux, l'instabilité politique et les troubles sociaux ont fait stagner l'activité économique. La crise en République arabe syrienne a continué d'avoir des retombées négatives sur les pays voisins, entraînant notamment la contraction des activités économiques transfrontières (commerce, investissement, tourisme, etc.). De plus, la vitesse insuffisante de la reprise économique en Europe a nui aux exportations non pétrolières des sous-régions du Machreq et du Maghreb. Le problème du chômage a continué de se poser de façon aiguë dans la région arabe, même dans les pays du CCG, qui doivent créer des emplois pour leurs nationaux. Dans toute la région, la création d'emplois est donc restée l'objectif politique prioritaire.

³ Organisation internationale du Travail (2014), *Tendances mondiales de l'emploi 2014*.

II. Développement du secteur des ressources naturelles

A. Secteur pétrolier

5. Les hydrocarbures, en particulier le pétrole brut, demeurent les produits les plus influents de la région arabe dont ils sont le lien économique essentiel avec le reste du monde. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) estimait en moyenne à 90 millions de barils par jour la demande mondiale totale de pétrole en 2013 (soit 1,18 % de plus qu'en 2012) et l'offre de pétrole brut à 91,6 millions de barils par jour en moyenne⁴. Aux États-Unis, au dernier trimestre de 2013, la reprise économique a accru la demande de pétrole brut. En Chine, celle-ci a continué de croître en 2013, tandis qu'elle a sensiblement augmenté dans les pays du Golfe et en Amérique latine, surtout au Brésil. La baisse de la consommation de pétrole brut en Europe et au Japon a été compensée par l'accroissement de la demande dans d'autres régions.

6. La production totale de pétrole brut des pays membres de l'OPEP, notamment la production libyenne, a diminué, en particulier au quatrième trimestre de 2013. Elle a par ailleurs stagné ou légèrement baissé dans nombre de pays non membres de l'OPEP mais a considérablement augmenté aux États-Unis et au Canada, assez pour répondre à l'accroissement de la demande mondiale. Dans la région arabe, cette production a été assez stable en 2013, sauf en Libye et en Arabie saoudite : en Libye, elle a chuté au second semestre de 2013 et en Arabie saoudite, elle est tombée à environ 9,1 millions de barils par jour au premier trimestre pour remonter ensuite de 9,7 millions à 10,0 millions de barils par jour dès le troisième trimestre. La production totale de pétrole brut de la sous-région du CCG a atteint en moyenne 17,3 millions de barils par jour en 2013, soit 1,3 % de plus qu'en 2012. En Iraq, elle s'est maintenue à un niveau proche de 3 millions de barils par jour⁵.

7. Sur les marchés de l'énergie, les prix du pétrole brut ont été moins instables en 2013. Les prix de référence du panier de l'OPEP se sont maintenus dans une fourchette de 96,35 à 114,94 dollars par baril, avec une moyenne annuelle de 105,87 dollars par baril (voir tableau 1). Au premier trimestre de 2014 en particulier, les cours du brut ont été très stables en dépit de l'incessante instabilité géopolitique dans plusieurs grands pays exportateurs de pétrole. Les prix plancher sont restés fermes en raison de la croissance constante de la demande générée par une reprise économique mondiale stable et la baisse des achats spéculatifs sur les marchés à terme du pétrole a empêché de brusques flambées de ces cours. On s'attend à ce que les investisseurs en produits de base sur les marchés à terme du pétrole soient prudents lorsqu'ils prendront des positions longues en raison de l'alourdissement prévu des coûts de financement. Du côté de l'offre, l'accroissement de la capacité de production de pétrole brut, notamment en Amérique du Nord, a permis de remédier aux interruptions des approvisionnements survenues dans plusieurs pays exportateurs de pétrole.

8. Suivant la tendance de 2013, les prix du pétrole brut devraient diminuer légèrement en 2014 mais rester stables car l'augmentation de la capacité de production de pétrole brut devrait largement suffire à faire face à la hausse prévue de la demande qui, selon l'OPEP, devrait s'établir en 2014 à 91,14 millions de barils

⁴ OPEP, « OPEC Monthly Oil Market Report » (mars 2014).

⁵ Joint Organisations Data Initiative (Initiative commune sur les données pétrolières) (JODI).

par jour, soit 1,27 % de plus qu'en 2013 et être largement satisfaite par la capacité de production disponible. On pense que l'OPEP maintiendra l'objectif de 30 millions de barils par jour et il est fort peu probable qu'elle rétablira des quotas de production par pays en 2014.

9. Par ailleurs, la tendance au rétrécissement des marges de raffinage, qui s'explique par la demande relativement faible en dérivés du pétrole, devrait, selon toute probabilité, avoir des effets sur les prix du pétrole brut. L'écart entre ceux-ci et le prix de l'essence s'est rapidement réduit au troisième trimestre de 2013 puis s'est rétabli au premier trimestre de 2014. Si l'on prend tous ces facteurs en compte, le prix de référence du panier de l'OPEP devrait être de l'ordre de 94,1 à 110,4 dollars le baril en 2014 et sa moyenne de 102,3 dollars le baril.

Tableau 1

Montants estimatifs et prévisions du prix du pétrole brut, 2011-2014
(prix de référence du panier de l'OPEP, en dollars des États-Unis par baril)

Année	Minimum	Maximum	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle prévue pour 2014		
				Inférieure	Médiane	Supérieure
2011	89,81	120,91	107,46			
2012	88,74	124,64	109,45			
2013	96,35	114,94	105,87			
2014				94,1	102,3	110,4

Source : OPEP pour 2011-2013. Les statistiques de 2014 sont des prévisions de mars 2013.

10. Plusieurs facteurs de risque subsisteraient, risquant de compromettre le rééquilibrage prévu de l'offre et de la demande. L'abandon progressif par les États-Unis de leur politique monétaire actuelle et les résultats de l'économie chinoise pourraient influencer le climat économique mondial et donc, la demande de pétrole brut et les mouvements spéculatifs sur ses prix. Les risques géopolitiques dans la région arabe persistent. Les conflits qui traînent en Libye ont eu pour effet d'y limiter la production et les exportations de pétrole brut. Les problèmes énergétiques sont souvent considérés comme la résultante de ce type de différends. La crise syrienne pourrait avoir des répercussions sur la production iraquienne de pétrole brut et la croissance des exportations iraniennes de pétrole brut demeure incertaine. En outre, les effets de turbulences géopolitiques telles que la situation politique instable au Venezuela (République bolivarienne du) et les conflits en cours entre l'Ukraine et la Fédération de Russie ne sauraient être méconnus.

B. Secteur des phosphates

11. Vu l'importance croissante accordée aux politiques de sécurité alimentaire, on saisit mieux la nécessité du phosphate en agriculture productive. Ses plus grands gisements mondiaux étant dans la région arabe, les décideurs politiques y sont de plus en plus conscients de l'importance stratégique de cette ressource, autre lien économique essentiel les reliant à l'économie mondiale. Selon les estimations, la consommation mondiale d'engrais s'est chiffrée à 176 millions de tonnes en 2013. La consommation de pentoxyde de phosphore (P₂O₅) a été de 40,4 millions de

tonnes en 2013, chiffre légèrement inférieur à celui de 2012 mais qui devrait augmenter de 1,8 % en 2014⁶. Si, en 2013, la consommation d'engrais a augmenté dans presque toutes les régions, elle a sensiblement diminué en Asie du Sud-Est, en particulier en Inde, principal pays importateur de phosphate, d'où une légère baisse de la consommation mondiale.

12. Durant l'année écoulée, l'offre mondiale de phosphate a suffi à la demande. Le Groupe OCP, entreprise marocaine qui a été le plus grand exportateur de phosphate en 2012, a produit 6,8 millions de tonnes de pentoxyde de phosphore, équivalant à près de 17 % de la consommation mondiale⁷. La Chine, suivie par les États-Unis et le Maroc, est le principal producteur mondial de phosphate mais ses exportations ont été quelque peu limitées par une taxe à l'exportation imposée depuis 2008; en outre, la production des États-Unis et de la Chine est essentiellement destinée à la consommation interne, ce qui fait de la région arabe le plus grand exportateur de roche de phosphate. Les capacités régionales de production vont probablement croître au cours des années à venir grâce aux investissements considérables dans le secteur. L'Arabie saoudite investit plus de 9 milliards de dollars des États-Unis dans la construction, au titre du projet Waad Al-Shamal près de la frontière jordanienne, d'un complexe industriel de production et de traitement du phosphate. Le Groupe OCP développe, lui aussi, ses capacités de production au moyen d'un prêt de 271 millions de dollars que lui a consenti une banque allemande au dernier trimestre de 2013.

13. Le prix de la roche de phosphate a sensiblement baissé en 2013. Après leur hausse puis leur chute historiques en 2008 et 2009, les prix du phosphate ont été relativement stables du milieu de 2011 à la fin de 2012 (environ 180 à 200 dollars É.-U. par tonne)⁸ mais, en 2013, ils sont tombés à environ 100 dollars par tonne. La demande de phosphate devrait augmenter légèrement cette année et s'accompagner d'un accroissement des capacités de production des principaux pays exportateurs. Ainsi, aucune pénurie ne devrait être à craindre et il est improbable que les prix monteront en flèche, bien qu'il faille s'attendre à ce qu'ils rebondissent légèrement en 2014 si la demande reprend en Chine et en Inde.

III. Évolution de la conjoncture économique régionale

A. Vue d'ensemble

14. Selon les estimations, le taux de croissance réelle du PIB de la région arabe a été de 3,0 % en 2013, contre 7,7 % en 2012 (voir tableau 2). La fluctuation qui a été observée de 2011 à 2013 est due aux résultats économiques irréguliers de la Libye. Le taux de croissance moyen du PIB de la région sans la Libye a été de 4,1 % en 2012 et de 3,2 % en 2013. La sous-région des pays du CCG demeure le pôle de croissance de la région. La polarisation économique entre ces pays et les autres pays de la région arabe a continué. Malgré quelques signes d'amélioration, l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits armés et le malaise social général ont

⁶ Association internationale de l'industrie des engrais, « Short-Term Fertilizer Outlook 2013-2014 » ([A/13/159](#)).

⁷ Site Web du Groupe OCP.

⁸ Banque mondiale « Global Economic Monitor (GEM) Commodities » (Données sur les prix des produits de base).

continué d'entraver les activités économiques. Les incertitudes entourant la reprise de l'économie mondiale s'étant partiellement dissipées, les exportations de produits non pétroliers ont connu une croissance modérée. La capitalisation des marchés boursiers de la région a enregistré une croissance positive. En outre, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen ont été en mesure d'empêcher l'épuisement des réserves en devises et d'éviter de tomber dans une crise de la balance des paiements. La coopération bilatérale entre les pays de la région a joué dans cette stabilisation un rôle de premier plan, et a remplacé l'afflux des ressources des pays du CCG par le biais des marchés financiers et de l'investissement étranger direct intrarégional.

B. Pays du Conseil de coopération du Golfe

15. D'après les estimations, la croissance du PIB dans les pays du CCG a été de 4,3 % en 2013, contre 5,7 % en 2012. La contribution proportionnelle du secteur pétrolier à la croissance s'est réduite en raison de la diminution des recettes d'exportation de pétrole, qui avaient culminé en 2012. Les activités du secteur non pétrolier sont devenues un moteur de croissance, comme l'a tout particulièrement démontré, dans les Émirats arabes unis, le relèvement de l'Émirat de Dubaï. Une confiance et un optimisme solides ont été observés dans les pays du CCG, qui ont continué de voir monter la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers. À la fin du premier trimestre de 2014, le cours des actions a dépassé le niveau d'avant la crise de 2008 aux bourses du Qatar et de l'Arabie saoudite. La confiance dans les institutions financières s'est renforcée après l'apurement des bilans. Outre la poursuite d'une politique budgétaire active après l'exercice précédent, l'expansion monétaire observée indique les effets croissants du levier financier dans les activités économiques qui appuient la croissance de la demande intérieure.

16. En 2014, le taux de croissance du PIB devrait se maintenir au même niveau dans la sous-région des pays du CCG. La diminution des recettes d'exportation de pétrole sera contrebalancée par la croissance du secteur non pétrolier, ce qui devrait entraîner une croissance stable de la demande intérieure. Il y a d'autres facteurs à prendre en compte, comme la politique budgétaire, la proportion des activités du secteur non pétrolier et la solidité du secteur financier liée à l'expansion monétaire. Le taux de croissance réelle du PIB de la sous-région devrait être en moyenne de 4,4 % en 2014. Parmi les pays du CCG, le Qatar et les Émirats arabes unis devraient enregistrer un taux de croissance supérieur à la moyenne sous-régionale vu l'expansion rapide de leur secteur non pétrolier par rapport à leur secteur énergétique. L'Arabie saoudite devrait elle aussi connaître une croissance régulière de la demande intérieure grâce à la poursuite d'une politique budgétaire active. Toutefois, la pénurie de travailleurs du bâtiment causée par l'expulsion des travailleurs étrangers sans papiers devrait avoir des répercussions sur l'exécution des projets de construction prévus. Bahreïn, le Koweït et Oman devraient connaître une croissance modeste mais régulière compte tenu de l'expansion de leur demande intérieure. En 2014, on prévoit un taux de croissance de 4 % pour Bahreïn, de 3,8 % pour le Koweït, de 3,8 % pour Oman, de 5,5 % pour le Qatar, de 4,0 % pour l'Arabie saoudite et de 5,2 % pour les Émirats arabes unis.

C. Machreq arabe

17. On estime que les économies de la sous-région du Machreq arabe ont subi en moyenne une contraction de 0,6 % en 2013, après une croissance de 0,1 % en 2012. La crise syrienne et ses répercussions sur les pays voisins ont continué de peser sur l'économie de la sous-région. Cette sous-région a été la plus fortement secouée par l'instabilité politique et l'agitation sociale, ce qui a nui aux activités économiques prospectives telles que les investissements matériels. Un rétablissement partiel des exportations non pétrolières et une baisse des prix de l'énergie ont contribué à stabiliser les déficits de la balance courante. Quelques signes d'amélioration du climat économique ont été relevés. C'est par exemple le cas de l'Égypte, dont l'indice boursier a repris au premier trimestre de 2014 et a dépassé le niveau qu'il avait atteint au début de la transition politique de janvier 2011. Toutefois, à cause de la baisse du tourisme et des flux d'investissement étranger direct, les pays de cette sous-région sont obligés de compter sur l'aide financière bilatérale pour financer les déficits courants. En raison de l'allègement des contraintes de change et de l'augmentation des réserves en devises, l'Égypte et la Jordanie ont pu assouplir leur politique monétaire. Comme ces deux pays avaient mis en place une politique budgétaire rigoureuse, agir sur le plan monétaire était le seul moyen pour eux de maintenir le niveau de la demande intérieure. D'après les estimations, la Jordanie et le Liban ont enregistré en 2013 une croissance positive, quoique nettement insuffisante pour améliorer le niveau de vie de la population résidante en raison de l'afflux de réfugiés et d'évacués de la République arabe syrienne. L'insuffisance du budget d'aide aux réfugiés a pesé sur la Jordanie et le Liban et a entraîné la détérioration des conditions de vie des réfugiés et la stagnation de l'activité économique nationale qui, autrement, aurait pu permettre de faire face à l'augmentation subite et extraordinaire du nombre de résidents. La croissance du PIB de l'Iraq a continué de reposer sur la production de pétrole brut, les activités liées au secteur pétrolier dans le sud du pays et l'expansion économique constante dans la région du gouvernement régional kurde. L'écart s'est élargi entre les régions irakiennes, les activités s'étant ralenties dans le centre en raison de l'aggravation de l'insécurité. La destruction de l'économie syrienne a continué de compromettre gravement l'activité économique. La hausse du coût des transports a paralysé l'économie même dans les zones qui n'étaient pas directement touchées par la violence. La croissance réelle du PIB de l'État de Palestine s'est ralentie. Les activités réduites de construction, qui avaient été au cœur de l'expansion de la demande intérieure de reconstruction dans la bande de Gaza, ont cessé. La poursuite des hostilités, les bouclages et l'insécurité ont continué d'entraver l'économie palestinienne.

18. En 2014, avec un taux de croissance de 2,9 %, la sous-région du Machreq arabe devrait continuer de stagner. La République arabe syrienne n'est pas prise en compte dans ces prévisions faute de données pour en prévoir la croissance. L'incertitude qui règne et les risques politiques et géopolitiques l'ont emporté sur les quelques facteurs positifs de croissance économique en continuant de freiner les investissements. Une croissance faible de la demande intérieure et des exportations non énergétiques est prévue dans tous les pays de cette sous-région qui toutefois devraient échapper à une crise de la balance des paiements car ceux qui ont un déficit courant pourront compter sur l'aide intrarégionale. En raison de la poursuite d'une politique budgétaire rigoureuse, ces pays continuent de s'appuyer sur la politique monétaire pour favoriser la croissance. On prévoit un taux de croissance de 2,4 % pour l'Égypte, de 6,8 % pour l'Iraq, de 3,0 % pour la Jordanie, de 2,5 % pour le Liban et de 2,6 % pour l'État de Palestine.

Tableau 2

Croissance réelle du PIB et taux d'inflation des prix à la consommation, 2010-2014

(Variation annuelle en pourcentage)

Pays/région	Taux de croissance réelle du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2010 ^a	2011 ^a	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^c	2010	2011	2012	2013 ^b	2014 ^c
Arabie saoudite	7,5	8,6	5,8	3,8	4,0	3,8	3,7	2,9	3,5	3,3
Bahreïn	4,3	1,9	3,4	5,3	4,0	2,0	-0,4	2,8	3,5	3,1
Émirats arabes unis	1,7	3,9	4,4	5,0	5,2	0,9	0,9	0,7	1,1	2,4
Koweït	-2,4	10,2	8,3	4,0	3,8	4,0	4,8	2,9	2,6	3,2
Oman	4,8	0,9	5,8	3,0	3,8	3,2	4,1	2,9	1,3	2,1
Qatar	16,7	13,0	6,2	6,5	5,5	-2,4	1,9	1,9	3,1	4,2
Pays du CCG	5,2	7,3	5,7	4,3	4,4	2,6	2,9	2,2	2,6	3,0
Égypte ^d	5,2	1,8	2,2	2,1	2,4	11,1	10,5	7,3	9,5	13,5
Iraq	6,9	9,5	9,0	6,1	6,8	2,5	5,6	6,1	1,9	5,1
Jordanie	2,3	2,6	2,7	2,8	3,0	5,0	4,4	4,8	5,6	5,0
Liban	8,0	2,0	1,2	1,7	2,5	3,6	5,1	6,4	5,7	3,0
Palestine (État de)	9,3	12,2	5,9	1,8	2,6	3,8	2,9	2,7	1,8	2,6
République arabe syrienne ^e	3,4	-3,4	-21,8	-22,5	—	4,4	4,8	37,4	87,3	42,7
Machreq	5,5	2,7	0,1	-0,6	2,9	7,3	7,7	10,9	18,1	14,2
Algérie	3,6	2,8	3,3	3,0	3,6	3,9	4,5	8,9	3,3	4,0
Libye	4,3	-61,3	98,2	-3,0	-5,0	2,8	15,5	6,1	2,6	3,5
Maroc	3,6	5,0	2,7	4,6	3,6	1,0	0,9	1,3	1,9	2,4
Tunisie	3,6	-0,2	4,1	2,8	3,0	4,4	3,6	5,6	6,1	5,2
Maghreb	3,7	-9,2	21,2	2,2	1,9	3,0	5,6	6,0	3,2	3,7
Comores	2,2	2,6	3,0	3,4	3,8	3,8	1,8	6,3	1,6	2,0
Djibouti	3,5	4,8	4,7	5,3	5,8	4,0	5,1	3,7	3,5	2,2
Mauritanie	5,1	4,0	4,6	6,1	5,9	6,3	5,6	4,9	4,6	5,0
Somalie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soudan	5,8	1,9	1,1	3,2	2,5	13,0	18,1	35,6	37,1	32,0
Yémen	5,7	-12,8	2,0	3,5	2,6	11,1	19,3	10,1	11,0	11,7
PMA arabes	5,7	-2,8	1,6	3,4	2,7	11,9	17,8	25,4	26,6	23,7
Total, région arabe^f	5,0	2,7	7,7	3,0	3,5	3,9	5,0	5,6	6,6	6,1

Source : Sources nationales.

^a À l'exception de l'Algérie, des Comores, de Djibouti, de la Mauritanie et de la République arabe syrienne, les chiffres du PIB pour 2010-2012 sont tirés de la publication *National Accounts Studies of the Arab Region* de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (2013) (bulletin n° 33, E/ESCWA/SD/2013/11) qui s'appuie sur des sources nationales.

^b Estimations de mars 2014.

(Voir notes page suivante)

(Suite des notes du tableau 2)

^c Les prévisions de mars 2014 ne prennent pas en compte la République arabe syrienne, faute de données suffisantes.

^d Pour le taux de croissance du PIB de l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice fiscal qui se termine en juin.

^e Pour le taux de croissance du PIB de la République arabe syrienne, les chiffres sont les prévisions de 2011 à 2013.

^f Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, le coefficient étant proportionnel au PIB à prix constants de 2005.

D. Maghreb arabe

19. De 21,2 % en 2012, la croissance économique de la sous-région du Maghreb arabe n'est estimée qu'à 2,2 % en 2013. Son taux moyen est influencé par la Libye, dont l'économie s'est encore contractée après avoir repris en 2012 : sa production et ses exportations de pétrole et de gaz se sont de nouveau effondrées au deuxième semestre de 2013, les installations ayant été occupées par les partis politiques d'opposition. Au prix de plusieurs efforts, la production et les exportations de pétrole brut ont repris temporairement mais n'ont atteint, dans le meilleur des cas, qu'un peu plus de la moitié du niveau d'avant 2011. Au Maroc, la relance du secteur agricole a stimulé l'économie en 2013. Grâce à une relative stabilité politique, ce pays a joui d'un développement industriel constant. La disponibilité de fonds étrangers, pour les secteurs tant public que privé, a favorisé l'expansion de la demande intérieure. En Algérie, grâce à la stabilité des recettes d'exportation d'énergie, l'économie a suivi la tendance à moyen terme. Toutefois, elle est restée inférieure à son potentiel faute de diversification économique vers le secteur non énergétique. La Tunisie est devenue le premier pays à avoir mené à bien sa transition politique mais, avant l'achèvement de ce processus, son activité économique a ralenti au quatrième trimestre de 2013. Malgré la disponibilité de fonds étrangers, le faible niveau des investissements étrangers directs et du tourisme dû à l'incertitude politique a aggravé en 2013 la pénurie de devises en Tunisie.

20. Pour 2014, on prévoit que la croissance de la sous-région du Maghreb arabe sera de 1,9 %. La contraction de l'économie libyenne se poursuivra, sa capacité d'exportation devant s'amenuiser en raison de l'instabilité politique. Malgré cela, l'environnement non économique sera plus calme dans les autres pays de la sous-région du Maghreb arabe où, sauf pour la Libye, la stabilité politique permet d'attirer les investissements étrangers directs, l'aide internationale bilatérale et multilatérale et la coopération avec le reste de la région arabe. Les pays du CCG ont fait davantage d'annonces d'aide au Maroc et à la Tunisie. Néanmoins, le faible développement industriel et le chômage chronique demeurent des facteurs structurels de risque dans cette sous-région. En 2014, on prévoit un taux de croissance de 3,6 % pour l'Algérie, de 3,6 % pour le Maroc et de 3,0 % pour la Tunisie. L'économie libyenne se contracterait de 5,0 %.

E. Pays arabes les moins avancés

21. On estime que la croissance économique des pays arabes les moins avancés a été de 3,4 % en 2013 contre 1,6 % en 2012. En 2013, après la séparation du Soudan du Sud, le Soudan a continué de s'appliquer à stabiliser l'économie nationale. Il

connaît encore une sévère pénurie de devises mais la reprise des exportations, pétrolières ou non, a permis une modeste accélération de l'économie. L'accord conclu en 2013 avec le Soudan du Sud concernant les conditions de la production et du transport du pétrole a amélioré l'environnement économique extérieur malgré la détérioration de la situation politique au Soudan du Sud. Au Yémen, en dépit des conditions de sécurité précaires qui ont conduit à de fréquentes attaques contre des oléoducs, les recettes d'exportations du pétrole ont stimulé l'économie et la croissance du PIB. En outre, l'appui financier à la transition a fait l'objet de nombreux engagements régionaux et internationaux. Toutefois, la croissante modeste de la demande intérieure n'a pu être atteinte que par l'augmentation rapide de la dette publique. D'autres pays arabes moins avancés – les Comores, Djibouti et la Mauritanie – ont enregistré une croissance plus forte de leur PIB en 2013. La stabilisation politique en Somalie a favorisé les activités économiques et le bon fonctionnement du secteur public. Des données empiriques donnent à penser que l'économie somalienne a connu une expansion rapide grâce aux activités de reconstruction, mais on ne dispose pas de données officielles sur son ampleur.

22. En 2014, la croissance réelle du PIB des pays arabes les moins avancés devrait atteindre une moyenne de 2,7 %. Avec le ralentissement de la croissance des exportations d'énergie et de ressources naturelles, la Mauritanie et le Yémen devraient voir leur taux de croissance diminuer. Les perspectives économiques des Comores et de Djibouti dépendent toujours de celles des pays voisins, qui seront en principe stables. À Djibouti, le développement des activités portuaires devrait accélérer l'économie. Au Soudan, la croissance devrait être régulière avec un niveau stable de recettes d'exportation du pétrole mais on pense que la forte pénurie de devises se poursuivra, empêchant le pays d'enregistrer un taux de croissance plus fort. Pour faire reculer la pauvreté, les perspectives de croissance des pays arabes les moins avancés demeurent en général insuffisantes. En 2014, on prévoit un taux de croissance de 3,8 % pour les Comores, de 5,8 % pour Djibouti, de 5,9 % pour la Mauritanie, de 2,5 % pour le Soudan et de 2,6 % pour le Yémen.

F. Prix et inflation

23. Selon les estimations, l'inflation des prix à la consommation dans la région arabe a été en moyenne de 6,6 % en 2013, contre 5,6 % en 2012 (voir tableau 2). Les cours internationaux des produits de base concernant l'énergie, les métaux et les denrées alimentaires sont restés plus élevés puis ont légèrement augmenté vers la fin de l'année. Vu leur faible instabilité, ils n'ont pas eu d'incidence perceptible sur les prix dans les pays de la région. Suivant la tendance de l'année précédente, le taux d'inflation des prix à la consommation a été déterminé dans chaque pays par des facteurs qui lui sont propres. La pression déflationniste qui pesait sur les prix du logement à Bahreïn, dans les Émirats arabes unis et au Qatar depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 a disparu. Par contre, dans les pays du CCG, les prix du logement, en particulier les loyers, ont commencé à devenir le principal facteur de pression inflationniste. Toutefois, le taux d'inflation dans ces pays, qui a atteint 2,6 % en 2013, est demeuré le plus faible par rapport à d'autres sous-régions. Une inflation faible a également été observée aux Comores, en Iraq, en Libye, au Maroc et dans l'État de Palestine, en 2013. Le blocage structurel de l'offre a relevé le niveau des prix dans le reste de la région. La pénurie de devises, entre autres, a continué de sévir en République arabe syrienne et au Soudan, provoquant

l'hyperinflation. Avec l'essor de la dette publique, l'inflation est demeurée forte en Égypte et au Yémen.

24. En 2014, on prévoit pour la région arabe un taux d'inflation des prix à la consommation de 6,1 % en moyenne. On pense que les cours internationaux des produits de base auront peu d'incidence mais les prix alimentaires devraient augmenter légèrement. Les pays du CCG subiront plus fortement la pression inflationniste des prix du logement. Les taux d'inflation exceptionnels qu'ont connus la République arabe syrienne et le Soudan en 2013 devraient diminuer en 2014. Mais on pense que la grave pénurie de devises persistera pour des raisons autres qu'économiques et que l'inflation ne diminuera pas rapidement. L'Égypte et le Yémen connaîtront, pense-t-on, une plus forte inflation en raison de l'expansion rapide de la masse monétaire entraînée par de fortes contraintes structurelles liées à l'offre. La réforme prévue des finances publiques, si elle a lieu, influera sur le niveau des prix, en particulier en Égypte et en Tunisie.

G. Taux de change

25. Sauf en Égypte, en République arabe syrienne, au Soudan, et en Tunisie, les cours du change dans la région arabe ont été plus stables en 2013 qu'en 2012. À l'exception du Koweït, les pays du CCG ont conservé leur régime de taux de change, indexant leur monnaie sur le dollar des États-Unis. Djibouti, la Jordanie et le Liban ont fait de même. Le Koweït a maintenu sa monnaie nationale indexée sur un panier de devises étrangères. Les banques centrales d'Algérie, des Comores, d'Iraq, de Libye, du Maroc, de Mauritanie, de Tunisie et du Yémen ont conservé un régime de flottement contrôlé. La dépréciation rapide de la livre égyptienne a cessé en juin, sa valeur s'étant stabilisée à 7,0 contre 1 dollar des États-Unis. Le dinar tunisien s'est progressivement déprécié en 2013, le dollar passant de 1,55 à 1,67 dinar. Cette tendance s'est toutefois inversée après la transition politique au premier trimestre de 2014, où ce taux de change est remonté à 1,58 dinar. Quant au Soudan et à la République arabe syrienne, leurs monnaies ont continué de reculer face au dollar des États-Unis pour se stabiliser au quatrième trimestre de 2013. Le taux de change officiel de la livre soudanaise est passé de 4,42 à 5,7 livres contre 1 dollar des États-Unis en septembre puis à 5,71 livres en novembre. La valeur de la livre syrienne est rapidement passée de 95 livres contre 1 dollar des États-Unis en janvier à 280 livres contre 1 dollar en août sur le marché parallèle. Elle est toutefois remontée pour se maintenir de novembre 2013 au premier trimestre de 2014, à environ 155 livres contre 1 dollar des États-Unis sur le marché parallèle. On prévoit que la fragilité de la balance des paiements persistera en Égypte, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen en 2014. La position extérieure restera faible dans d'autres pays du Machreq et du Maghreb arabes et dans les pays arabes les moins avancés.

IV. Évolution politique

26. En 2013, les dirigeants de la région ont dû concilier diverses priorités. Pour les grands pays du CCG, exportateurs d'énergie, les budgets croissants – qui ont encore mis l'accent sur les dépenses d'investissement, l'éducation et le développement du secteur de la santé – contenaient les priorités à concilier. Un régime de politique

monétaire de croissance avec des taux d'intérêt les plus bas de l'histoire, analogue à la politique monétaire des États-Unis, a été maintenu au long de 2013. Les gouvernements des autres sous-régions ont encore subi des contraintes de budget et de devises qui ont rendu le dosage des politiques expansionnistes difficile sauf appui financier extérieur. La politique d'austérité budgétaire s'est poursuivie au Maroc, en Tunisie, au Soudan et au Yémen. L'atténuation de la pénurie de devises a permis à l'Égypte et à la Jordanie d'adopter une politique un peu plus expansionniste. Le Liban s'est efforcé de stimuler la demande intérieure par des mesures monétaires.

27. À l'instar des États-Unis, les pays du CCG ont continué d'assouplir leur politique monétaire. Les annonces implicites et explicites de normalisation de la politique monétaire par la Réserve fédérale des États-Unis en 2013 n'ont guère eu d'incidence sur le coût du financement dans ces pays. Le coût du financement sur le marché monétaire interbancaire à trois mois est demeuré autour de 1 % dans les pays du CCG, soit environ 75 points de base au-dessus du taux de l'euromarché interbancaire de Londres à trois mois, en dollars des États-Unis. Le taux interbancaire à trois mois des Émirats arabes unis (EIBOR) est tombé à 0,77857 % à la fin du premier trimestre de 2013 alors que celui du Koweït (KIBOR) est monté à 1,1875 %. Les autorités monétaires des pays du CCG se concentrent sur la gestion de trésorerie courante et sur la fourniture de conseils aux banques de dépôt pour la gestion de leur portefeuille de prêts. De son côté, la Tunisie a encore durci sa politique monétaire face aux pressions inflationnistes. Sa banque centrale a relevé ses taux à 4,5 % en mars et décembre 2013. Entre-temps, l'augmentation des réserves en devises a permis aux banques centrales d'Égypte et de Jordanie de réduire les taux d'intérêt. Après avoir relevé ceux-ci en mars 2013, l'autorité monétaire égyptienne les a réduits trois fois : en août, en septembre et en décembre. Le taux de prêt à un jour est tombé de 10,75 % à 9,25 % en Égypte. La Banque centrale de Jordanie a réduit ses taux en août et en octobre 2013 et en janvier 2014, ce qui a ramené le taux de réescompte de 5,0 % à 4,25 %. La proportion d'avoirs étrangers dans les comptes des banques centrales est restée faible en Égypte, au Soudan et au Yémen, signe des difficultés croissantes qu'avaient ces pays à gérer les prix et la demande intérieure.

28. Pour l'exercice 2013/14, les pays du CCG ont maintenu une politique budgétaire expansionniste à différents niveaux. Les investissements d'infrastructure, la santé, l'éducation et les affaires sociales sont restés prioritaires. Toutefois, comme la croissance des recettes devait stagner compte tenu de la baisse des recettes d'exportation du pétrole, certains pays du CCG ont commencé, par prudence à suivre une politique de planification budgétaire plus restrictive. Des politiques budgétaires contrastées ont été maintenues par les pays importateurs d'énergie du Machreq et du Maghreb et par les pays arabes les moins avancés, où l'augmentation de la dette publique a déjà entraîné la hausse des taux d'intérêt dans les dépenses budgétaires. Les pays importateurs d'énergie de ces sous-régions ont en général maintenu une politique d'austérité budgétaire. Le trait principal des mesures d'austérité a été la réforme des subventions. Le Maroc et le Soudan les ont réduites pour les carburants en 2013. L'Égypte, la Jordanie et la Tunisie réformeraient aussi leurs régimes de subvention pour les prochains exercices budgétaires. De leur côté, l'Égypte et la Jordanie ont pu prendre en 2013 d'autres mesures budgétaires grâce au financement fourni par les pays du CCG. La Jordanie a augmenté ses dépenses d'équipement et l'Égypte a lancé, durant l'exercice 2013/14, deux trains de mesures

de relance mettant également l'accent sur ces dépenses. Les pays de la région importateurs d'énergie sont devenus encore plus dépendants de l'aide financière extérieure pour combler les déficits de financement externe et budgétaire et maintenir leur économie à flot.

29. La création d'emploi est demeurée la plus importante des priorités politiques de la région, où le taux de chômage est resté élevé. Dans les pays sur lesquels des données sont disponibles, au quatrième trimestre de 2013, il était de 11,5 % en Arabie saoudite pour les pays saoudiens, de 13,4 % en Égypte, de 11,0 % en Jordanie, de 9,5 % au Maroc, et de 15,3 % en Tunisie. Les pays du CCG suivent depuis longtemps une politique de nationalisation de la main-d'œuvre qui vise à créer pour leurs nationaux des emplois dans le secteur privé où la dépendance vis-à-vis des travailleurs étrangers s'est néanmoins renforcée dans la plupart de ces pays. L'idée d'une politique plus draconienne de nationalisation de la main-d'œuvre avait autrefois été examinée mais peu appliquée. Toutefois, en 2013, l'Arabie saoudite a adopté une politique plus rigoureuse pour promouvoir l'emploi de ses nationaux. Son gouvernement a accordé aux étrangers expatriés une période d'amnistie pour qu'ils rectifient leur statut de parrainage ou quittent le pays de leur gré. Au cours de cette période, qui a duré jusqu'en novembre 2013, un grand nombre de travailleurs étrangers sont ainsi partis. L'incidence économique de la nouvelle politique saoudienne du travail n'a pas encore été évaluée mais on peut déjà s'en faire une idée pour l'emploi féminin, outre le départ des travailleurs étrangers sans papiers : l'emploi des Saoudiennes a été énergiquement promu. De fait, la main-d'œuvre étrangère a été partiellement remplacée par une main-d'œuvre féminine saoudienne dans l'administration, l'éducation et le commerce de détail. Dans la création d'emplois, l'adéquation des compétences et l'échange d'informations pour lutter contre le chômage, le rôle des pouvoirs publics reste primordial dans la région arabe.

V. Observations finales

30. En moyenne, le taux de croissance du PIB dans la région arabe va probablement augmenter marginalement en 2014, ce qui tient à la légère diminution prévue des recettes de l'exportation d'énergie que contrebalance l'expansion du secteur non pétrolier dans les pays du CCG, ainsi qu'à la stagnation économique persistante dans les autres sous-régions. Les pays importateurs d'énergie du Machreq arabe et du Maghreb arabe et les pays arabes les moins avancés demeurent vulnérables en raison de la faiblesse de leur position extérieure. Dans la plupart des pays de ces sous-régions, l'afflux de devises demeure insuffisant pour financer le déficit commercial. Les flux d'investissements privés, aussi bien l'investissement de portefeuille que l'investissement étranger direct, ont déjà diminué en raison de facteurs géopolitiques. La faible reprise attendue de l'Europe et la hausse du coût du financement en dollars due à la normalisation de la politique monétaire des États-Unis ne sont guère encourageantes. La polarisation persistante entre les économies arabes est devenue plus apparente en ce qui concerne la capacité de financer les déficits de financement.

31. Dans la région arabe, les problèmes liés aux déficits de financement couvaient sous la cendre depuis des années. Même lors de la crise financière mondiale de 2008, les économies y ont fait preuve de résilience. Les gouvernements et les autorités monétaires de la région arabe ont pu gérer avec succès leurs politiques de

manière à surmonter la grave crise de liquidité internationale du moment. Les déficits de financement ne sont apparus que récemment. L'Égypte, la Jordanie, la République arabe syrienne, la Tunisie et le Yémen ont vu fondre leurs réserves en devises et leurs déficits budgétaires s'accumuler depuis 2011. L'existence des déficits de financement a été de plus en plus admise, car seule l'importante aide financière des pays du CCG a pu stabiliser la situation macroéconomique de l'Égypte, de la Jordanie, de la Tunisie et du Yémen en comblant leurs déficits de financement croissants. Le mécanisme du marché par lequel les flux de ressources des pays du CCG bénéficient à d'autres sous-régions ne fonctionne plus pour les pays en transition sociopolitique. Sa défaillance et l'apparition d'un déficit de financement pourraient être attribuées aux risques économiques liés à l'instabilité politique et à l'agitation sociale qui font souvent partie des processus de transition sociopolitique. Toutefois, vu les événements économiques, sociaux et politiques qui ont conduit à celle-ci dans la région arabe, l'ancienne stratégie de financement du développement a peut-être été un de ses facteurs. Il est donc indispensable pour la région arabe d'élaborer une nouvelle stratégie de financement dans le cadre de la transition en cours afin de combler les déficits de financement et de planifier le développement socioéconomique durable pour l'après-transition.
